

Tous et Toutes en Grève le 16 Septembre

«L'histoire n'est qu'un éternel recommencement» disait Thucydide.

Sans remonter aussi loin dans le temps, il y a pratiquement 20 ans les agents du Trésor Public et des Impôts luttèrent contre le plan Sautter. Il est bon de se remémorer, en ces temps de mobilisation, les faits. Voici donc un **extrait du Journal Libération en date du 7 Mars 2000** article de Nathalie Raulin. Vous retrouverez certains noms connusles mêmes justifications....la mobilisation des élus à l'époque.

« Pourquoi cette mobilisation? C'est que les partenaires sociaux ont les pires craintes quant aux objectifs réels de la réforme de l'administration fiscale actuellement en branle. Ils n'en démordent pas: le rapprochement programmé des deux grands réseaux du ministère (la Direction générale des impôts qui calcule l'impôt et la comptabilité publique qui le recouvre) est un moyen déguisé de supprimer des dizaines de milliers de postes. Là où Christian Sautter et sa secrétaire d'Etat au Budget Florence Parly voient l'occasion de moderniser l'administration et d'améliorer la qualité du service rendu aux contribuables, ils ne voient que piège. La confiance règne" Poil à gratter. La riposte ne s'est pas fait attendre. Hier, l'entourage de Christian Sautter a montré une rare diligence pour faire le point sur la mobilisation. Le résultat est tout en sourire excédé. Il ironise sur le taux de grévistes à la Direction générale des impôts qui oscillerait, à l'en croire, entre 2% et 4% depuis une semaine, exception faite de jeudi dernier, où 14% des agents s'étaient mobilisés. Mais la sérénité des proches du ministre est feinte. Car si ces mouvements poil à gratter inquiètent peu par leur ampleur, leur récurrence gêne: autant de poison lentement distillé.

La preuve de leur nocivité est apparue hier, rue de Solférino: interrogée au cours du point presse hebdomadaire du Parti socialiste, la secrétaire nationale aux questions de solidarité, Marisol Touraine, s'est dite favorable à la réforme de l'administration des impôts tout en jugeant «légitime que les fonctionnaires veuillent participer aussi aux fruits de la croissance». Une formulation prudente.

C'est qu'au PS, on n'aime guère entendre les syndicats hurler à l'absence de dialogue ça ne cadre pas avec la très éprouvée méthode Jospin. Or, les organisations de Bercy n'y vont pas de main morte. «Le gouvernement fait la sourde oreille, il dit toujours que sa porte est ouverte mais, lorsqu'on se présente, il n'y a personne dans le bureau et, actuellement, nous n'avons pas de proposition de rencontre», s'est insurgé hier Christian Boulais. De quoi inquiéter la majorité sur les aptitudes du ministre de l'Economie à mener à bien la négociation.

Demandes d'explication. «Ce n'est pas moi qui ait quitté la table des négociations lors de la dernière réunion du comité paritaire», proteste Christian Sautter, qui réaffirme sa volonté de dialogue. Auditionnés demain matin par le groupe PS, le ministre et sa secrétaire d'Etat n'échapperont probablement pas à une nouvelle salve de demandes d'explication. On sera loin de l'exercice de style, car, si l'inquiétude des élus grandissait, le soutien déjà discret de Jospin pourrait bien s'évanouir ».